

**Zeitschrift:** Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

**Herausgeber:** Société d'Etudes Economiques et Sociales

**Band:** 11 (1953)

**Heft:** 4

**Artikel:** Productivité et chômage

**Autor:** Ducommun, Charles,-F.

**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-134142>

### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 14.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## **Productivité et chômage**

par CHARLES-F. DUCOMMUN

*Dr ès sciences politiques*

### I. GÉNÉRALITÉS

Une partie du grand public attribue le chômage soit au progrès technique, soit à une augmentation de la productivité qui ne serait pas accompagnée d'une majoration correspondante du pouvoir d'achat de la collectivité.

A ceux qui s'en prennent au progrès technique en soi, il convient de rappeler tout simplement que les économistes et les sociologues les plus en vue — qu'ils soient de droite ou de gauche — estiment que, depuis l'avènement de la vapeur, de l'électricité et de la grande industrie mécanisée, la capacité de production de l'être humain s'est multipliée par plus de 100, alors que la durée du travail ne s'est divisée que par 2.

Il saute aux yeux que le progrès technique ne provoque qu'une réduction très lente de la durée du travail, et encore cette réduction résulte-t-elle bien plus de la pression sociale des syndicats ouvriers que d'une nécessité purement économique.

Comme le disait P. Boninsegni, il n'y a de surproduction qu'à un prix donné ; aujourd'hui, il n'y a pas réellement surproduction de chaussures quand des milliers d'être humains vont nu-pieds, ni de montres, quand des millions d'hommes en sont privés ; en pensant aux centaines de millions d'Asiatiques, par exemple, on peut en dire autant des postes récepteurs de radios, des bicyclettes, des motocyclettes, des installations sanitaires, des machines-outils, etc.

Le problème pour les Européens et les Américains consiste à rendre peu à peu solvable une clientèle énorme, dont les besoins, pour être satisfaits, impliqueraient la réintroduction sur toute la planète, de la journée de douze heures, sans aucun homme en chômage.

Dans l'état actuel des populations du monde, dont les deux tiers sont encore en retard d'un demi-siècle au moins sur la minorité

privilégiée américano-européenne, il y aurait aux Etats-Unis aussi bien que sur notre continent, de quoi travailler et produire, sans souci de chômage, bien au-delà de la fin du siècle.

Comment, pour employer l'expression du professeur F. Oulès, rendre « effective et solvable » cette énorme demande théorique ? D'une part, en aidant les peuples économiquement retardés à augmenter leur productivité, en leur fournissant des crédits et en investissant nos capitaux dans leur pays et, d'autre part, en diminuant nos prix dans toute la mesure du possible, ce qui implique un nouvel effort de rationalisation de nos industries et de nouveaux progrès techniques, aussi paradoxal que cela puisse paraître à certains contempteurs de la productivité.

L'histoire économique nous montre que le progrès technique étend les marchés : la lumière électrique, certes, a fait disparaître le gaz, mais elle a élargi le besoin d'éclairage, en rendant consommateurs de lumière, solvables et effectifs, des gens qui au début de l'expérience ne constituaient qu'une clientèle théorique, comme le relève l'auteur de la *Civilisation de 1880*, M. Jean Fourastié, dans une récente conférence donnée à Zurich :

En France, en 1885, un kWh. coûtait 1 fr. 50 et le manœuvre devait travailler 5,8 h. pour le payer. Le prix du kWh. est régulièrement tombé, passant à 5,2 h., 2,5 h., 0,6 h., 0,47 h., 0,22 h. et s'établit actuellement à 0,14 h. de manœuvre.

Sommes-nous parvenus à la limite de cette chute de prix ? Nullement. Aux Etats-Unis, où le progrès technique est plus poussé encore, le prix de l'électricité s'établit au niveau de 0,02 h. manœuvre.

En revanche, d'autres consommations ne présentent pas la même évolution. Notre coiffeur pour hommes prenait en 1885 25 c. pour une coupe de cheveux, soit exactement le salaire horaire du manœuvre. En 1952, il prend 150 fr. c'est-à-dire de nouveau l'équivalent d'une heure manœuvre. De ce contraste entre l'électricité et la coupe de cheveux, on tirera la conclusion que le prix de cette catégorie de consommation suit assez exactement l'évolution des salaires, car il s'agit d'une branche où il n'y a guère eu progrès technique...

Dans les productions agricoles, la culture de la pomme de terre n'a pas bénéficié de progrès techniques considérables, tandis que la technique a fait son apparition dans la culture du blé.

Il en résulte qu'en France, un quintal de blé valait aussi cher que dix quintaux de pommes de terre, en 1820, tandis qu'en 1952, le blé ne vaut plus que le double de la pomme de terre. Les statistiques internationales montrent que le prix de la pomme de terre est très sensiblement le même dans les différents pays du monde (toujours par rapport au salaire horaire, la seule unité de comparaison qui soit valable) tandis que le prix du blé varie considérablement d'un pays à l'autre, selon sa place dans l'évolution technique.

La technique, poussée à son maximum, permet donc de rejoindre le consommateur prétendu non solvable. Si, dans les domaines les plus divers, les prix américano-européens baissent fortement, tout en assurant au producteur les mêmes revenus, ils vont donc finir par être accessibles aux populations pauvres du globe et ce sera pour elles, la première phase de leur réintégration effective dans le circuit économique mondial, sans parler de leur promotion sociale. Mais, pour que nous puissions atteindre ce but, il faut que nous disposions auparavant d'une économie américano-européenne, en pleine expansion et qui soit surtout homogène. Cette expansion et cette homogénéité sont possibles, à certaines conditions que nous examinerons ci-dessous, et qui doivent nous permettre de nous débarrasser tout d'abord dans certains pays de notre continent d'un chômage qui semble endémique, mais qui, en fait, n'est pas technologique au premier chef.

L'homogénéité est la condition première de l'expansion ; c'est d'un défaut d'homogénéité que résultent les tendances à la dépression et le chômage.

Les erreurs monétaires et financières proviennent d'erreurs économiques proprement dites ; elles sont dérivées et contributives, mais pas essentielles. Au risque de commettre une « lapalissade », nous pouvons dire que toutes les erreurs économiques de l'Europe se résument en ceci : nous n'avons pas su rendre nos diverses économies nationales complémentaires les unes des autres. Si l'on ne remonte pas à cette vérité première qui pose avant tout un problème de structure, nous ne serons pas en mesure d'apporter les solutions financières et monétaires qui s'imposent.

## II. DU CHÔMAGE CONJONCTUREL NON TECHNOLOGIQUE

Après une période de destruction ou de dépression, les investissements dont le rythme constitue le baromètre majeur de la vie économique, reprennent pour diverses raisons que nous résumerons comme il suit : l'offre de crédit et l'offre des facteurs de la production ont retrouvé ce qu'on appelle leur élasticité et la demande sa rigidité.

L'économie se remet en marche. Aux nouveaux investissements correspondent des émissions nouvelles de pouvoir d'achat. Les

commandes des divers secteurs économiques convergent vers les industries produisant du capital fixe (outillage et immeubles). Autrement dit, la plupart des diverses chaînes de la production se trouvent avoir les mêmes chaînons antérieurs. Par leur essor, elles contribuent toutes à l'augmentation des transports, à la construction ou à la reconstruction de matériel roulant, de navires, d'automobiles, à l'aménagement ou à la réparation d'installations électriques et, partant, à la réouverture et à l'agrandissement des mines de fer, de charbon, etc.

Toutes ces impulsions nouvelles convergent donc vers certaines industries qu'on peut appeler industries-clés. Sous l'afflux des commandes de toutes les chaînes, ces industries-clés se développent à un rythme beaucoup plus rapide que les autres.

Cet essor contient une crise en puissance : l'avance que les industries lourdes prennent sur les autres sera maintenue et les industries de l'autre bout de la chaîne, en contact direct avec le consommateur, ne pourront plus les rejoindre. Or, aucun équilibre économique n'est possible sans cette jonction, sans le parallélisme de développement des divers chaînons de la production.

Nous touchons là à l'un des phénomènes les plus curieux de l'économie industrielle moderne : *L'augmentation de la consommation appelle, en raison des outillages réclamés par cet accroissement, une augmentation plus que proportionnelle de la demande des biens d'investissement.*

Tel est, érigé en théorème, le phénomène de décalage dénommé par von Haberler « Principe d'accélération » et que l'on pourrait appeler plutôt phénomène d'expansion différentielle. Ce phénomène a été expliqué par d'autres économistes anglo-saxons, tels que Clark, Pigou et Mitchell, et sous une forme un peu différente, par l'économiste français Lescure. Cependant, la façon dont von Haberler l'a formulé et expliqué nous semble la plus propre à faire ressortir le fond du problème. Voici l'exemple devenu classique que von Haberler a donné dans son ouvrage *Prospérité et Dépression* ; nous nous sommes permis de le modifier quelque peu et de le simplifier :

*Premier cas.* Une fabrique de machines de métiers à tisser fournira à une fabrique de tissus des machines pour 500.000 francs ; la filature ne dispose pas d'autres machines. Il s'agit donc là du total du capital-machines que possède cette filature ; autrement dit, le coût réel, le coût de remplacement de l'outillage

fixe — c'est-à-dire les moyens de production durables — nécessaires pour la production des biens de consommation en question, est de 500.000 francs. Ces machines livrées par le constructeur à la filature se trouvent hors d'usage (démodées ou usées) au bout de dix ans. Puisque l'existence utile de ces machines est de dix ans, le fabricant de machines travaillera, pour la filature, à un rythme de 50.000 francs par an, de façon à reconstituer en dix ans le capital-outillage de 500.000 francs.

Supposons maintenant que la demande de tissu augmente de sorte que, pour la satisfaire, il faille accroître la production annuelle de tissu de dix pour cent. S'il n'y a pas de reliquats oisifs de moyens de production, cette augmentation de la production exigera une augmentation de dix pour cent du capital fixe, c'est-à-dire du capital-outillage. Autrement dit, la filature passera au constructeur une commande supplémentaire de 50.000 francs (dix pour cent du capital-outillage de 500.000 francs), ce qui, dans la fabrique de machines, portera le rythme de la fabrication de 50.000 à 100.000 francs. Ainsi, une augmentation de dix pour cent de la demande de produits finis (biens de consommation) provoque une augmentation de cent pour cent de la fabrication de l'outillage (biens de production). L'amplification entre ces deux catégories d'industries est donc de un à dix.

De cette façon — nous commentons l'exemple de von Haberler — le filateur oblige le constructeur à surinvestir. Ce dernier, à son tour, obligera son fournisseur à surinvestir encore davantage, et ainsi de suite pendant plusieurs années ; c'est ce qui se produisit de 1925 à 1930 dans le monde entier. Le décalage fait boule de neige de chaînon en chaînon, du produit fini jusqu'aux industries de base. Ces dernières passent bientôt par une période de folle « prospérité », elles sont entraînées, à la faveur de ce phénomène mathématiquement inévitable, dans une véritable frénésie d'investissements... jusqu'au krach, c'est-à-dire jusqu'à la réduction catastrophique du décalage par le chômage massif des industries lourdes surcapitalisées plus que toutes les autres, comme ce fut le cas en 1931, après cinq ans d'expansion différentielle.

*Deuxième cas.* Si nous admettons que la machine à tisser a une existence utile deux fois plus longue, par conséquent qu'elle dure vingt ans, le constructeur ne travaillera donc qu'à un rythme de 25.000 francs par an pour reconstituer, en vingt ans, le capital-outillage de 500.000 francs de la filature. Mais si, comme dans le premier cas, une augmentation de dix pour cent survient dans la demande de tissus et nécessite un accroissement de dix pour cent de l'outillage, c'est-à-dire de 50.000 francs, la production de la fabrique de machines sera cette fois portée d'un coup de 25.000 francs (rythme normal) à 75.000 francs, c'est-à-dire qu'elle triplera, au lieu de doubler comme dans le premier cas où la durée d'utilisation n'était que de dix ans.

Donc, plus le capital-outillage est durable, plus les décalages entre les stades de production sont considérables. C'est la conclusion capitale que nous avions tirée de l'examen du décalage : une demande éphémère (tissus) provoque une offre permanente (installations industrielles), c'est-à-dire un déséquilibre de longue

durée, le capital-outillage ne pouvant pas être liquidé aussi facilement que le capital exprimé en stocks de biens consommables.

Les profits considérables réalisés dans les stades antérieurs (outillage et matières premières) contribuent à accentuer le décalage technique, les investissements dans ces industries étant plus rémunérateurs que dans les stades postérieurs. La demande de biens de consommation s'en trouve encore accrue ; il s'ensuit une nouvelle « accélération » et l'économie se développe ainsi en spirale jusqu'à la crise, c'est-à-dire jusqu'au moment où le décalage est tel que les industries des stades antérieurs suspendent ou réduisent leur activité (chômage), lorsqu'elles se rendent compte de leur suréquipement par rapport à la capacité d'absorption et de production des stades postérieurs en contact direct avec la consommation. La débâcle commence.

Le phénomène de décalage général démontre ainsi l'impossibilité d'une stabilité économique de longue durée, le caractère inévitable du déséquilibre.

Il est bien entendu qu'il n'y aurait pas d'offre permanente, s'il n'y avait pas de capital fixe, c'est-à-dire de machines. Les libéraux orthodoxes avaient raison avant l'ère de la grande industrie. Autrement dit, dans une économie dépourvue d'installations techniques, la suspension des commandes n'entraînait pas de désinvestissements (chômage des machines) puisque les machines (capital fixe) n'existaient pas. Donc, la gravité des conséquences du décalage est proportionnelle à la quantité d'outillage (capital fixe) engagé dans la production, ce qui revient à dire qu'au fur et à mesure des progrès du machinisme (proportion toujours plus accusée du capital fixe), les effets de ce décalage seront plus graves. Ce décalage et ses effets, inconnus dans l'économie pré-industrielle (sans machinisme et, partant, sans capital fixe considérable), prend aujourd'hui une importance capitale et toujours plus déterminante.

Le phénomène de décalage menace toute économie, quel que soit le régime politique en vigueur.

Dans la pratique, le phénomène de décalage n'apparaît pas d'une manière aussi évidente que dans l'exemple que nous venons de donner, mais, nous croyons cependant que l'école disproportionnaliste à laquelle nous nous rattachons touche le fond du problème. Ce phénomène explique dans une grande mesure la généralisation

rapide de la surcapitalisation dans tous les secteurs de l'économie. J. Tinbergen lui-même, qui a contesté au « principe d'accélération » le caractère de loi générale, lui reconnaît cependant un rôle réel et important dans les crises modernes. Il explique aussi pourquoi nos industries suisses, telles que nos usines métallurgiques, sont bien plus secouées par les hauts et les bas que les industries fournissant des biens de consommation (alimentation, textiles, chaussures, etc.). Chacun connaît suffisamment l'histoire boursière de nos grandes maisons pour se rendre compte de la façon dont la loi de décalage se répercute chez nous.

L'économiste allemand Lederer estime aussi « que le chômage est dû avant tout à une disproportion du développement des diverses branches d'activité, disproportion qui s'aggrave pendant la période de reprise et de suractivité cyclique. La grande question est donc de redonner à la production et aux prix leur juste proportion<sup>1.</sup> »

Le décalage nécessité par des raisons d'ordre technique se trouve accentué par le jeu des facteurs psychologiques dont le premier est l'ignorance réciproque des divers producteurs d'une même branche (ils se lancent dans les mêmes innovations sans connaître exactement l'effort que leurs concurrents font dans le même sens), et le second, corollaire du premier, est la méconnaissance dont les producteurs font preuve en ce qui concerne la demande future (ils investissent sans disposer des moyens d'appréciation nécessaires). Le professeur Aftalion a résumé ces deux idées convergentes en une parabole, en comparant le temps requis pour

<sup>1</sup> A l'appui de ce qui précède, citons encore divers documents :

« En ce qui concerne les Etats-Unis, ces résultats impliquent une sensibilité des investissements notamment plus faible que celle de la théorie. Néanmoins, ils ne démentent pas la signification plus large du principe d'accélération, à savoir que les fluctuations en pour-cent de l'activité des industries créatrices de biens de production sont plus grandes que les fluctuations en pour-cent des industries des biens de consommation ». J. TINBERGEN : *Une méthode et son application au mouvement des investissements*, Genève 1939, p. 139-140.

« Aux Etats-Unis, la fabrication de biens de production, qui avait fléchi, entre le milieu de 1937 et le milieu de 1938, beaucoup plus rapidement que celle des biens de consommation, s'est aussi relevée beaucoup plus vite que pendant le deuxième semestre de l'année ; ce phénomène se produit normalement durant chaque mouvement cyclique ». *Revue de la situation économique mondiale, 1938-1939*, S. d. N., 1939, p. 14-15.

« Les industries lourdes produisant des machines durables pour l'équipement du pays accusent normalement des fluctuations beaucoup plus amples que les industries fabriquant des articles de consommation courante. L'expansion plus considérable que l'on relève pour la métallurgie et les constructions mécaniques de 1934 à 1938 constitue donc, dans une certaine mesure, une manifestation normale de cette tendance ». *Revue de la situation économique mondiale, 1938-1939*, S. d. N., 1939, p. 143.

la fabrication des moyens de production au temps qui s'écoule entre le moment où l'on ravive un feu et celui où la chaleur se dégage : « Si, pour remédier à l'insuffisance de chaleur dans un appartement, on ravive le feu du foyer, il faudra attendre un temps jusqu'à ce que s'obtienne la température voulue. Comme le froid persiste et que le thermomètre continue à le signaler, on serait conduit par là, si on n'était instruit par l'expérience, à jeter plus de combustible dans l'appareil de chauffage. On en jette encore, alors même que la quantité de combustible accumulée dans l'appareil est déjà telle qu'elle dégagera, lorsque tout aura pris feu, une chaleur intenable. En se laissant guider par la sensation de froid présente, par les indications présentes du thermomètre, on surchaufferait fatallement la pièce ».

D'autres économistes (Taussig, Pigou, Beveridge, Schumpeter, Mitchell) ont donné une explication semblable à celle d'Aftalion. Ces théories sont connues sous le nom de théories des erreurs.

\* \* \*

Le signal d'alarme retentira dans les industries-clés et dans celles des stades antérieurs, celles-là même qui avaient donné le signal du démarrage. Nous pouvons illustrer comme suit ce décalage : Lorsque, dans nos montagnes, une compagnie marche en colonne par un, les chefs de section, ne cessent de répéter l'ordre bien connu de tous les soldats : « Gardez le mètre ! ». Si cet ordre n'est pas scrupuleusement observé, on voit alors la file de la compagnie « faire accordéon », et le capitaine ordonne : « Tête, halte ! ». Les premiers éléments restent immobilisés jusqu'à ce que les contacts soient rétablis. C'est ce qui se produit dans la chaîne économique où les divers chaînons ne se comportent pas en fonction du précédent et du suivant ; et lorsque retentit le redoutable : « Tête, halte ! », les premiers éléments de la chaîne, c'est-à-dire les industries de base, doivent s'arrêter pour reprendre contact avec la consommation.

C'est alors le chômage généralisé dans les pays particulièrement dotés d'industries lourdes. Souvenons-nous de l'Allemagne en 1931-33 et de nos industries métallurgiques suisses à la même époque. Tout en haut ou tout en bas ; il n'y a pas de juste milieu durable dans les industries des stades antérieurs.

On assiste au phénomène d'accélération en sens inverse. Il peut se déclencher au moindre ralentissement d'une seule industrie de quelque importance. En effet, reprenons le premier cas de l'exemple de von Haberler et poursuivons : La production accrue de la fabrique de machines ne peut se maintenir à 100.000 francs que si la demande de tissus continue d'augmenter chaque année d'au moins dix pour cent ! Si, par exemple, l'année suivante, l'augmentation de la consommation des tissus se ralentit et se chiffre à 5 %, la demande des machines commandées au constructeur s'établira alors à 75.000 francs (les 50.000 francs du rythme ordinaire de remplacement plus les 25.000 francs de commandes nécessitées par cet accroissement de 5 % de la consommation de tissus). Alors que le constructeur aura livré pour 100.000 francs d'outillage l'année précédente, il n'en livrera plus cette fois que pour 75.000 francs ; ainsi la demande des biens de production aura diminué par suite d'un simple ralentissement dans l'accroissement même de la demande des biens de consommation.

Le principe de décalage qui lie les différents stades de la production montre combien il est difficile, voire impossible, de suspendre l'expansion pour se maintenir à un état stationnaire. L'apogée est de courte durée. La chaîne de la production s'est distendue. Les divers éléments de la colonne de marche (pour reprendre l'exemple) ont perdu contact entre eux. La plupart des chaînons sont surcapitalisés par rapport aux suivants, leurs clients. Ce décalage ainsi amplifié de chaînon se totalise par un déséquilibre considérable entre le premier chaînon et le dernier.

Il n'est évidemment pas possible, vu le mécanisme du décalage, de redresser la situation ni par une nouvelle inflation de crédit, ni par une intensification de l'épargne, ni par une augmentation de la demande de biens de consommation, c'est-à-dire par un accroissement des dépenses des consommateurs.

\* \* \*

### *Le désordre international*

Puisque, dans tous les pays qui participent à l'expansion le phénomène de décalage provoque la surcapitalisation des industries des stades antérieurs, les mêmes chaînons se développent donc

simultanément partout. En fin d'expansion, on en voit même se créer dans des pays qui sont impropres à leur développement normal : Il naît ainsi, sous l'effet de la hausse internationale des prix, des entreprises submarginales qui ne peuvent vivre qu'à la faveur du boom. Autrement dit, tous les pays tendent à créer des industries de biens de production et, finalement, fournissent tous des produits que seuls certains d'entre eux étaient capables de fournir en période normale.

A quelle situation va-t-on aboutir à la fin du boom ? Ou bien ces nouvelles entreprises submarginales feront faillite à cause de leur coût de production ; ou bien, si l'on tente de les sauver par des mesures protectionnistes, ce sont les échanges internationaux qui s'en trouveront paralysés. Pourquoi ? Parce que, pour pouvoir importer, il faut exporter, c'est-à-dire offrir à l'étranger des biens économiques qu'il ait avantage à ne pas produire chez lui. Or, la surcapitalisation fait que tous les pays commencent à offrir sur le marché des produits de base de moins en moins différents. Les coéchangistes n'ont plus ainsi intérêt aux échanges.

\* \* \*

L'attention des économistes semble n'avoir été retenue que par les manifestations momentanées et violentes du renversement conjoncturel ; la plupart des économistes, que nous diviserons en trois catégories principales, ont cherché des moyens propres à parer à la dépression. Les uns constatent qu'en fin du boom les moyens monétaires ne sont plus suffisants pour permettre une nouvelle surexpansion, les deuxièmes constatent que les prix ne permettent plus l'écoulement des produits, les autres constatent la disparité entre la masse des biens consommables et le pouvoir d'achat. S'attachant ainsi chacun à un aspect fragmentaire du problème, les premiers suggèrent la rupture des rapports légaux de couverture afin de permettre l'inflation (théoriciens monétaires).

Les deuxièmes demandent la baisse du coût de production, notamment des salaires, pour rabaisser les prix au niveau de la demande (théoriciens de la déflation).

Les troisièmes estiment qu'il y a sous-consommation faute de pouvoir d'achat et demandent une augmentation de la part des

salaires dans le revenu des entreprises (théoriciens de la sous-consommation).

Nous ne serons pleinement d'accord ni avec les uns, ni avec les autres ; leur erreur consiste, à nos yeux, en ce qu'ils ne savent pas restreindre la portée de leurs doctrines dans le temps<sup>1</sup>.

Les théories exclusives de la sous-consommation, non seulement ne sont pas applicables à toutes les phases du cycle, mais elles ne sont pas applicables non plus à tous les stades de la production. « L'accumulation capitaliste » n'est le fait que d'une partie de la chaîne.

Seuls s'hypertrophient les stades antérieurs. Il n'y a pas sur-production générale. L'atrophie des stades postérieurs équivaut même à une sous-production. C'est de cette disparité que naissent les crises.

Si les théories de l'accumulation de Sismondi et de Marx donnent une interprétation générale de l'équilibre économique et de l'évolution du régime capitaliste, elles n'expliquent pas d'une manière satisfaisante les mouvements ondulatoires. Seule l'analyse du phénomène de décalage permet d'atteindre le cœur du problème. Le fait que les salaires n'absorbent qu'une partie trop faible du revenu des entreprises n'explique pas à lui seul les fluctuations périodiques. André Philip<sup>2</sup> se sert de l'exemple suivant pour souligner cette idée :

« A supposer une inégalité complète dans la distribution des richesses, où toutes les fortunes seraient concentrées entre les mains d'une infime minorité, les masses salariées verraient leur niveau de vie réduit au minimum, alors que les autres passeraient leur existence dans le luxe. Il y aurait une misère générale, mais pas de crise, car la plus grande partie de la production se serait orientée vers la satisfaction des besoins des seuls privilégiés et parviendrait ainsi à s'écouler intégralement. »

Tugan-Baranowsky et Lescure s'exprime dans le même sens : « Que l'on envisage les choses comme l'on voudra », écrit M. Tugan-Baranowsky<sup>3</sup>, « que l'on suppose non seulement la substitution des machines à l'ouvrier et la baisse des salaires et des revenus

<sup>1</sup> Pour la réfutation des deux premières théories, voir notre ouvrage *Diagnostic économique*, Lausanne 1941, p. 89 ss.

<sup>2</sup> « La monnaie dirigée », Paris 1935.

<sup>3</sup> Cité par JEAN LESCURE : *Des crises générales et périodiques de surproduction*, 3<sup>e</sup> éd., Paris 1923.

des petits producteurs autonomes, l'impossibilité de la formation d'un surproduit dans une économie où il existe une répartition *proportionnelle* des forces productives reste toujours fondamentale. La misère des masses populaires ne peut exercer une influence défavorable sur l'écoulement des produits que lorsqu'elle met obstacle à la répartition *proportionnelle* de la production sociale ».

\* \* \*

### *Le blocage*

Les Soviets ont apporté, eux, une solution radicale à ce problème du déséquilibre: le blocage: puisque les fluctuations de la consommation contribuent à dérégler la production et jouent un rôle important dans l'alternance des périodes de prospérité et de dépression, il s'agit de « bloquer » la consommation d'une part et, d'autre part, de diriger la production d'une main de fer à tous les échelons. C'est le planisme intégral: on établit un plan très strict de la production — compte tenu des relations extérieures, socialisées — et l'on dirige la consommation de façon que la demande ne soit ni supérieure, ni inférieure aux quantités à produire. Ces mesures sont ingénieusement complétées par une politique monétaire et fiscale adéquate.

Or, bloquer la consommation n'est qu'un euphémisme pour désigner le rationnement généralisé, l'abolition permanente de la liberté de consommation. De plus, pour bloquer efficacement la consommation, il faut bloquer les revenus, les salaires, et, pour cela, les conditions de travail (fixation autoritaire de l'emploi, interdiction de changer d'employeur ou d'employé sans autorisation officielle, dissolution des syndicats ouvriers et patronaux, qui auraient tendance à modifier le plan, déportation de main-d'œuvre, etc...).

Mais le planisme intégral pose un autre problème: celui des relations extérieures. Il est évident que le blocage ne peut se faire qu'à la faveur de la socialisation des relations extérieures. La liberté d'exporter et d'importer marchandises et capitaux ne saurait subsister, alors que tous les échanges, toute la production et toute la consommation doivent être soumis à une discipline stricte. Le planisme implique la suppression du commerce international libre. Il coupe les liens internationaux d'entreprise à entreprise.

*Vers une technique de compensation*

Puisque le blocage est incompatible tant avec nos constantes nationales qu'avec nos exigences économiques, il ne nous reste plus qu'une solution : accepter le jeu du phénomène de décalage, c'est-à-dire accepter les fluctuations cycliques, mais en en freinant le développement et en compensant les effets.

Afin de réduire, dans les industries lourdes et dans les industries de base, en un mot dans les industries de biens de production, les dangers de la surcapitalisation consécutive aux progrès techniques et à l'essor cyclique, il faudrait que l'on supplée, dans toute la mesure du possible, à l'augmentation du capital-outillage par une utilisation plus intensive du capital-outillage existant. Ainsi, pour faire face à une augmentation des commandes de 300 %, il conviendrait, au lieu de tripler l'outillage, de tripler tout d'abord le temps d'utilisation du capital fixe existant en recourant au travail par équipes, c'est-à-dire en faisant fonctionner nos machines 144 heures par semaines (24 heures par jour au lieu de 6 à 8 heures) pendant toute la période du boom.

De telles mesures se généralisent par la force des choses après plusieurs années de prospérité, mais nous sommes encore loin d'en avoir tiré tout le parti possible, dans plusieurs grandes industries.

Il s'agit là d'une mesure techniquement simple, mais difficilement applicable du point de vue psychologique, car c'est pendant la phase ascendante, où les chômeurs disparaissent, que les syndicats ouvriers se sentent les plus forts et posent des conditions telles que les employeurs préfèrent augmenter leur capital-outillage au lieu d'augmenter l'effectif de leur main-d'œuvre. D'autre part, les affaires marchant bien, les entrepreneurs sont enclins aux investissements les plus audacieux.

Pour faire comprendre aux patrons et aux ouvriers de quoi il retourne et pour leur faire admettre une collaboration de ce genre, il s'agit d'associer intimement les syndicats patronaux et ouvriers et de les informer systématiquement, dans le cadre d'une communauté professionnelle. En effet, cet exemple montre à quel point certaines techniques ne sont compatibles qu'avec un certain ordre social. Nous touchons là l'un des points qui marquent le plus nettement la nécessité de l'organisation paritaire, et qui met

en évidence l'erreur de certains syndicalistes et de certains patrons ultra-libéraux, qui ne veulent voir dans l'organisation professionnelle qu'un simple perfectionnement des contrats collectifs de travail.

### *La direction du crédit*

Qui dit direction des investissements dit direction du crédit. Le contrôle du crédit est la première mesure qui vient à l'esprit lorsqu'on analyse les conditions du déséquilibre; l'inflation du crédit est en effet l'auxiliaire le plus puissant du phénomène de décalage. Les injections de crédit peuvent modifier arbitrairement la situation de certaines branches économiques par rapport à d'autres. C'est un outil précieux, mais d'un maniement très dangereux et qui, de ce fait, ne devrait être confié qu'à une autorité scientifique qui embrasse et domine toute la vie économique nationale. Il faudrait pouvoir calculer les doses à injecter en ayant en vue des fins économiques bien déterminées.

Certes, les grandes organisations bancaires et les grandes fédérations économiques font déjà en Suisse, un travail considérable de coordination dans leur secteur propre, mais nous sommes encore loin d'une politique d'orientation générale.

Il faudrait pouvoir, non pas tant freiner des groupes d'entreprises entiers que de pousser certaines branches où dominent des employeurs timorés.

### *La compensation cyclique du pouvoir d'achat*

Cependant, la direction du crédit est insuffisante, comme politique conjoncturelle, non seulement parce qu'elle n'assure pas la compensation des effets du phénomène de décalage, mais aussi parce que son efficacité comme moyen de freinage est incertaine, et cela pour deux raisons :

a) Il est difficile de limiter exactement l'extension d'une entreprise en fonction d'un équilibre économique général toujours en évolution (à ce point de vue, la politique du blocage permettrait de diriger le crédit avec plus d'assurance).

b) Pour agir efficacement et d'une manière durable sur la répartition du crédit, il faudrait agir sur la formation de l'épargne dans les divers secteurs ; lorsqu'un entrepreneur a accumulé des fonds qui lui permettent d'agrandir

son exploitation, il renoncera difficilement à l'usage de ces fonds, même si le placement dans d'autres secteurs lui est conseillé par sa propre association professionnelle ou industrielle (si la loi peut, à la rigueur, imposer aux banques certains placements, cette obligation ne saurait être imposée aux employeurs dans un régime d'initiative privée).

Puisque ces fonds, accumulés en général à la faveur de l'épargne forcée, sont dangereusement superflus dans certains secteurs (stades antérieurs), la solution la plus logique et la plus simple doit consister à en empêcher l'accumulation même.

Comme il s'agit, d'une part, d'assurer le versement de salaires correspondant au volume de production, mais, d'autre part, de ne pas lancer sur le marché trop de pouvoir d'achat dans la phase d'expansion où l'on produit moins de biens consommables que de biens d'investissements, la seule solution devrait consister à constituer de grands fonds de compensation devant tenir lieu de volant (pour plus de détails, voir les chapitres correspondants de notre ouvrage<sup>1</sup>).

Il est évident que toute la politique économique de l'Etat devrait appuyer cette politique de compensation; la politique fiscale notamment devrait y concourir. Elle ne doit plus être seulement budgétaire, mais surtout conjoncturelle.

Il en va de même de la politique des emprunts, l'Etat devant émettre des obligations, non pas en fonction de ses besoins immédiats, mais de manière à résorber une partie de la masse monétaire, laquelle devient trop considérable par rapport à la masse des biens consommables.

C'est dans leur propre intérêt, comme dans celui de la collectivité, que des entrepreneurs devraient pousser à la création d'une sorte d'institut d'orientation économique, mais au sein duquel les représentants de l'Etat devraient rester une petite minorité: «La plupart des patrons fourniraient des indications voulues à leur association professionnelle plus volontiers qu'à l'administration publique intervenant directement.»

Cette déclaration tirée de l'exposé des motifs du premier projet de loi fédérale sur l'A. V. S. en 1928, par le Département fédérale de l'économie publique, est certainement valable pour l'ensemble des problèmes qui nous occupent.

<sup>1</sup> *Op. cit.*, p. 198 ss.

Le système de compensation que nous préconisons, fonctionne déjà partiellement, grâce à la politique des grandes industries et à la création des réserves de crise autorisées par les pouvoirs publics ; il faut souhaiter qu'il se développe le plus largement et le plus rapidement possible.

Par ce système d'accumulation de réserves destinées tant au financement de la production qu'au soutien de la demande en cas de dépression, on pourra permettre à nos entreprises de ne pas se « défendre » en période de crise. Nous pourrons garder leur sensibilité conjoncturelle en restant en contact direct avec l'économie mondiale.

\* \* \*

Au lieu d'une acquisition étatique tracassière et vexatoire autant qu'onéreuse, on aurait une centrale scientifique dont les directives seraient transmises aux entreprises par le canal d'une organisation très décentralisée, condition d'un régime de participation réelle.

Si les intéressés arrivent à s'entendre en période de prospérité pour harmoniser l'économie nationale, sans recourir à l'Etat, les frais généraux de la nation s'en trouveront considérablement réduits en phase de dépression.

Les mesures étatiques curatives, c'est-à-dire les mesures de redressement (désendettement des entreprises, entretien des chômeurs, grands travaux de crise, etc.) coûtent plus cher que les mesures préventives.

Une certaine autodiscipline par la compensation, épargnera aux employeurs, comme aux employés dans une grande mesure tout au moins, les destructions de richesses (chômage du capital et de la main-d'œuvre) qui résultent des décalages cycliques.

\* \* \*

### III. DU CHÔMAGE TECHNOLOGIQUE

Dans le chapitre qui précède, nous avons cherché à isoler les grands phénomènes cycliques, dont le progrès technique n'est pas responsable.

Il existe cependant des perturbations qui sont imputables au progrès technique. Mais il était absolument nécessaire, avant d'aborder le problème du chômage technologique, de dissiper toute équivoque quant au rôle prétendu exclusif du manque du pouvoir d'achat ou du manque de capitaux.

Les économistes dits « optimistes » estiment que, si, par suite de perfectionnements techniques, l'employeur abaisse le coût du travail et licencie quelques ouvriers, le pouvoir d'achat que touchent ces derniers, c'est-à-dire la somme précédemment utilisée pour leur rémunération, ne disparaîtra pas ; elle se retrouvera sous forme de bénéfice supplémentaire de l'entrepreneur, ou d'économie pour le consommateur, de sorte que la demande totale sur le marché reste inchangée.

Les « pessimistes » font valoir qu'il faut parfois un certain temps pour que les travailleurs licenciés soient réengagés dans une industrie travaillant précisément pour ceux qui ont hérité de leur pouvoir d'achat.

Les faits leur donnent malheureusement raison dans bien des cas. Lederer en cite un excellent exemple dans son ouvrage<sup>1</sup> « Progrès technique et chômage » :

« Supposons par exemple que, par suite d'améliorations techniques, il se produise une chute du prix du cuivre, du caoutchouc ou du coton, accompagnée du licenciement d'un nombre considérable de travailleurs occupés à la production de ces matières premières. Tout d'abord, les consommateurs ou producteurs européens bénéficieront de cette modification.

» Si, par exemple, le prix que les fabricants anglais de coton doivent payer pour leur matière première tombe de 100 à 50, et que le coût de la matière première représente 20 % du coût total, ce coût total s'établira comme il est indiqué ci-dessous, dans le cas où le prix du coton baisse de 50 %, tandis que la production d'articles en coton augmente de 10 % :

<i>Volume de la production</i>	<i>Intérêt et amortissement</i>	<i>Salaires</i>	<i>Matière première</i>	<i>Coût total</i>
100	25	55	20	100
110	25	60,5	11	96,5

<sup>1</sup> Edition 1946, p. 225.

» Le coût par unité baissera de 1 à 0,87, soit de 13 %. Cette réduction est plus forte que celle que l'on pouvait attendre de la baisse du coût des matières premières, si l'entreprise ne travaillait pas à plein rendement, car les frais fixes — qui n'ont pas varié — sont étalés sur une production plus large. Si l'élasticité de la demande est égale à 1, les 110 unités de produit se vendront pour un prix de 100 et les producteurs toucheront un bénéfice supplémentaire de 3,5.

» Pour que l'accroissement de production indiqué dans le tableau soit possible, il faut en outre que l'industrie cotonnière emploie plus de travailleurs; en ce sens, la baisse du prix des matières premières a des effets heureux. Si les transferts de main-d'œuvre de pays à pays et de profession à profession ne faisaient l'objet d'aucune restriction, une partie des travailleurs éliminés de la culture du coton pourraient trouver des emplois dans l'industrie cotonnière. Mais c'est chose impossible, du fait que ces deux stades de la production cotonnière sont effectués dans des lieux très éloignés l'un de l'autre. Savoir que le volume de l'emploi augmentera quelque part dans le monde, à la suite de la chute du prix d'une matière première, est une piètre consolation pour les pays qui produisent la matière première en question.

» Plus encore, par suite de la réduction du nombre des travailleurs employés à la culture du coton et de la chute du prix du coton brut résultant de la baisse du coût de production, le pouvoir d'achat du pays intéressé sur les marchés étrangers déclinerà. Ce pays ne pourra plus importer autant qu'avant. Donc directement ou indirectement, les importations en provenance d'Angleterre déclineront également et des travailleurs seront réduits au chômage en Angleterre. Cette baisse du volume de l'emploi contrebancerà toute augmentation de l'emploi qui aura pu se manifester dans l'industrie cotonnière. Dans l'exemple choisi, le coût de la matière première a baissé de 10. Mais les exportations également subissent maintenant une réduction de 10 unités de pouvoir d'achat.

» En conséquence, le volume de l'emploi en Angleterre n'augmentera pas. Il ne peut y avoir compensation que si les travailleurs licenciés par les plantations de coton peuvent tôt ou tard être résorbés dans le système économique du pays producteur de cette matière première. Mais c'est très difficile, spécialement dans des

pays à monoculture. Il est à prévoir que, dans ces circonstances, le pays producteur de coton renforcera sa protection douanière ; ces mesures ne feront que rendre la situation plus difficile pour les autres pays.

» La théorie de la compensation, qui applique le principe des vases communicants au processus économique, est simpliste ; elle ne montre qu'un aspect des mouvements compliqués que déclenchent les inventions permettant des économies de travail. »

\* \* \*

Il se pose donc un problème de compréhension et d'entraide internationales.

Dans ces périodes d'ajustements et de « détours », pour employer le langage de Böhm-Bawerk, il faudrait que les pays qui se sentent menacés, selon l'exemple ci-dessus, soient soutenus par une organisation économique internationale avec assez d'efficacité pour qu'ils renoncent à des mesures de défense et de claustration, qui engagent les autres Etats dans la spirale vicieuse des resserrements et de la déflation.

La politique du volant à laquelle nous n'avons pu faire qu'une brève allusion à la fin du chapitre II, devrait donc pouvoir se pratiquer à l'échelle internationale, aussi bien que dans le cadre d'un Etat particulier. Encore faudrait-il, pour mériter cette entraide, que l'Etat en difficulté ait en réserve un programme très varié de travaux de chômage et que les industriels se soient préparés à mettre en route de nouvelles fabrications.

C'est par cette « relève » continue d'une industrie par une autre grâce aux inventions techniques, que l'économie peut se maintenir en expansion. Si les mesures d'harmonisation dont nous avons parlé au chapitre II sont prises en temps opportun, les perturbations qu'implique l'irruption de techniques nouvelles et de produits nouveaux seront réduites au minimum. L'économie américano-européenne ne serait menacée de chômage technologique généralisé que le jour — ô paradoxe — où le rythme des investissements et des découvertes ralentirait et n'assurerait plus la relève.

Nous en sommes heureusement fort loin. La mise en train et la mise au point de nouvelles fabrications exigent toujours du travail humain, avant la « prise en charge » par l'automate. Plus la technique fait de progrès et plus le capital outillage est considérable, plus ces préparatifs humains pré-mécaniques exigeront de temps et d'hommes.

La limitation de la durée du travail ne sera plus dictée alors par les décalages et les arrêts d'une économie qui se grippe, mais seulement par des considérations d'ordre social.

Vu sous cet angle, le problème de la productivité n'est plus lié au problème du chômage. Il apparaît dès lors sans importance que le progrès technique fasse des pas de géant. En revanche, comme nous n'avons cessé de le répéter au cours de cet exposé, il s'agit de synchroniser la marche des divers éléments de la chaîne de production.

Nous ne cachons pas que l'équilibre économique, c'est-à-dire le développement parallèle des divers éléments des grandes chaînes internationales de production risque d'être rompu pour des raisons purement politiques ou quasi biologiques, à l'intérieur même de la zone américano-européenne : certains peuples dynamiques développent leur productivité à un rythme plus rapide que d'autres nations qui semblent fatiguées et qui sont devenues conservatrices et statiques.

Au lieu de freiner les premiers, il s'agit de pousser et de stimuler les seconds.

La prétendue sagesse qui consiste à ne pas développer sa technique et à ne pas agrandir son affaire, tant que les commandes affluent, risque de coûter cher, non seulement à ceux qui retardent leur marche, mais finalement à ceux qui ont pris la tête de la colonne.

Un peuple dont les industries restent statiques, non seulement n'accroît pas ses revenus, mais les diminue effectivement<sup>1</sup>, et l'expansion de l'industrie des autres pays se trouve gênée par ce ralentissement tant de l'accumulation du capital que de l'émission de pouvoir d'achat.

Il faudrait pouvoir aérer notre vieille Europe, provoquer un échange systématique de ses élites dirigeantes, scientifiques et

<sup>1</sup> Ce phénomène d'appauvrissement a été mathématiquement exposé par plusieurs économistes, en particulier par le socialiste allemand Lederer.

techniques, commerciales et financières, pour mieux assurer cette indispensable harmonie économique dont nous avons besoin pour reprendre notre puissance dans le monde.

\* \* \*

Telles sont, nous semble-t-il, brièvement résumées, les conditions majeures d'une économie tout à la fois humaine et dynamique, parce que solidariste et libérale.

## SOCIÉTÉ FIDUCIAIRE LÉMANO

G.-A. Schaefer, adm.

LAUSANNE

12 bis place St-François

Tél. 23 66 22

Société reconnue par le Conseil fédéral comme institution de révision au sens des articles 732, 764 et 874 C.O.

● *Spécialistes en matière fiscale*

*Discretion absolue*